

L.639/1

|                                           |   |                |
|-------------------------------------------|---|----------------|
| Conseil d'Etat                            | - | Raad van State |
| LEGISLATION -                             |   | - WETGEVING    |
| L. 639/1                                  |   |                |
| - 15 OCT 1949                             |   |                |
| Transmis à M. <i>Baron</i>                |   |                |
| Overgemaakt aan de H. <i>Coordination</i> |   |                |

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale le 12 octobre 1949 d'une demande d'avis urgent sur un projet d'arrêté du Régent modifiant l'arrêté du Régent du 13 septembre 1949, portant nomination d'un Commissaire d'Etat et d'un Commissaire d'Etat adjoint à la Sécurité Sociale, a donné en sa séance du 14 octobre 1949 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 12e October 1949 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem dringend van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent tot wijziging van het besluit van de Regent van 13 September 1949, houdende benoeming van een Rijkscommissaris en een Adjunct-Rijkscommissaris voor de Maatschappelijke Zekerheid, heeft ter zitting van 14 October 1949 het volgend advies gegeven :

L'intitulé du projet laisse croire que des modifications sont apportées aux nominations faites par l'arrêté du Régent du 13 septembre 1949. En réalité, il s'agit de modifications aux dispositions organiques de cet arrêté. Le Conseil d'Etat avait proposé de disjoindre les nominations des dispositions organiques; du fait que cette suggestion n'a pas été retenue, il y a lieu de maintenir le titre proposé malgré son ambiguïté.

\*

\*

\*

Le Conseil d'Etat propose la suppression des considérants qui paraissent superflus. Il va de soi que le Gouvernement ne prend que des mesures qui paraissent nécessaires ou qui sont indiquées.

\*

\*

\*

Il convient de viser l'accord du Premier Ministre avant l'avis du Conseil d'Etat, et d'en mentionner la date par application de l'arrêté du Régent du 15 décembre 1948.

\*

\*

\*

La forme usuelle est : "de l'avis des ministres qui en ont délibéré en Conseil".

L'adjonction du mot "conforme" est inutile. Elle est des plus dangereuse parce que son omission dans d'autres arrêtés laisserait croire qu'il y a eu divergence au sein du Conseil.

\*

\*

\*

Le terme "représentant" employé dans un arrêté doit être entendu dans un sens juridique; il implique en l'espèce la présentation par l'organisation intéressée ou tout au moins l'accord de celle-ci. Si telle n'était pas l'intention du Gouvernement, il conviendrait d'employer un autre terme.

\*

\*

\*

Le projet prévoit la constitution d'un second comité consultatif; il conviendrait que cet "autre" comité reçoive une dénomination qui le distingue du premier.

Le Conseil d'Etat propose : "comité consultatif des travailleurs indépendants".

Par souci de concordance avec l'article 2, 4° de l'arrêté du Régent du 13 septembre 1949, la mission de ce comité consultatif des travailleurs indépendants devrait être précisée comme suit : "assister les commissaires dans l'examen du problème de l'établissement d'un régime de sécurité sociale pour les travailleurs indépendants".

\*

\*

\*

Le projet en question <sup>ne règle</sup> ~~ni~~ la présidence ~~ni~~ le secrétariat du nouveau comité consultatif. Le Conseil d'Etat propose de remanier l'article 3, conformément au texte ci-après.

\*

\*

\*

Le texte proposé ne permet pas l'allocation des jetons de présence aux membres du comité consultatif des travailleurs indépendants. Si le Gouvernement a l'intention de les leur octroyer, il conviendrait de modifier également l'article 5, alinéa 3. Ce serait l'objet de l'article 2 du texte proposé ci-après.

\*

\*

\*

Le Conseil d'Etat propose le texte ci-après :

ARRETE DU REGENT MODIFIANT L'ARRETE DU REGENT DU 13 SEPTEMBRE  
1949 PORTANT NOMINATION D'UN COMMISSAIRE D'ETAT ET D'UN COM-  
MISSAIRE D'ETAT ADJOINT A LA SECURITE SOCIALE.

-----

CHARLES, Prince de Belgique,  
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté du Régent du 13 septembre 1949 portant  
nomination d'un Commissaire d'Etat et d'un Commissaire d'Etat  
adjoint à la sécurité sociale;

Vu l'accord du Premier Ministre donné le ... ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Travail et de la  
Prévoyance sociale, et de l'avis des Ministres qui en ont  
délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er -

L'article 3 de l'arrêté du Régent du 13 septembre 1949 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 3 -

§ 1er - Dans l'accomplissement de leur mission, les commissaires sont assistés :

- 1° d'un comité consultatif paritaire, chargé d'assister les commissaires dans l'examen des problèmes de sécurité sociale relatifs aux travailleurs salariés, et composé de 7 représentants des organisations professionnelles les plus représentatives des travailleurs et de 7 représentants des organisations professionnelles les plus représentatives des employeurs;
- 2° d'un comité consultatif des travailleurs indépendants, chargé d'assister les commissaires dans l'examen du problème de l'établissement d'un régime de sécurité sociale pour les travailleurs indépendants, et composé de 10 membres au plus;
- 3° d'un comité technique composé de fonctionnaires du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale et de représentants des établissements publics administrant un **secteur** déterminé du régime de sécurité sociale;
- 4° de 5 secrétaires au plus.

§ 2 - Les membres du comité consultatif paritaire, du comité consultatif des travailleurs indépendants et du comité technique, ainsi que les secrétaires sont désignés par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

§ 3 - Les séances du comité consultatif paritaire, du comité consultatif des travailleurs indépendants et du comité technique, sont présidées par le commissaire d'Etat ou le commissaire d'Etat adjoint.

En cas d'empêchement elles seront présidées par un membre qu'ils désignent.

§ 4 - Des personnes qui ne font pas partie du comité technique peuvent être invitées à assister aux séances de ce comité pour l'examen d'une ou de plusieurs questions déterminées.

§ 5 - Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale désigne, parmi les secrétaires visés au § 1er, 4<sup>o</sup>, celui qui assure le secrétariat du comité consultatif paritaire et celui qui assure le secrétariat du comité consultatif des travailleurs indépendants. Il désigne parmi les agents de l'Office national de sécurité sociale le secrétaire du comité technique".

Article 2 -

L'article 5, alinéa 3 du même arrêté du Régent est remplacé par la disposition suivante :

" Un arrêté ultérieur détermine le montant de l'indemnité allouée au secrétaire du comité technique ainsi que le montant des jetons de présence dont bénéficient les membres du comité consultatif paritaire et du comité consultatif des travailleurs indépendants".

Article 3 -

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Premier Ministre,

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

De titel van het ontwerp wekt de indruk, alsof wijzigingen worden gebracht in de benoemingen, die door het besluit van de Regent van 13 September 1949 zijn gedaan. In werkelijkheid gaat het om wijzigingen van de organieke bepalingen van dat besluit. De Raad van State had voorgesteld de benoemingen te scheiden van de organieke bepalingen; daar op deze aanbeveling niet is ingegaan, dient de voorgestelde titel ondanks zijn dubbelzinnigheid te worden behouden.

\*

\* \*

De Raad van State stelt voor, de considerantia te laten wegvallen daar zij overbodig lijken. Het spreekt van zelf dat de Regering alleen maatregelen treft die nodig blijken of aangewezen zijn.

\*

\* \*

Het akkoord van de Eerste-Minister wordt beter vóór het advies van de Raad van State vermeld. Bij toepassing van het besluit van de Regent van 15 December 1948 moet ook de datum van dat akkoord worden opgegeven.

\*

\* \*

De gebruikelijke formule zegt: "op het advies van de in Raad vergaderde Ministers".

Het is overbodig daar het woord "eensluidend" aan toe te voegen. Zulks is bovendien gevaarlijk, omdat het weglaten er van in andere besluiten de indruk zou wekken, dat in de Raad meningsverschil heeft bestaan.

\*

\* \*

Aan de term "vertegenwoordiger" moet, waar hij in een besluit gebruikt wordt, een juridische betekenis worden gehecht; hier impliceert hij de voordracht door de betrokken organisatie of ten minste het akkoord van deze laatste. Ligt zulks niet in de bedoeling van de Regering, dan is een andere term geboden.

\*

\* \*

Het ontwerp bepaalt dat een tweede comité voor advies zal worden opgericht; dit "andere" comité zou een benaming moeten krijgen waardoor het van het eerste onderscheiden wordt.

De Raad van State stelt voor: "comité voor advies van de zelfstandige arbeiders".

Om in overeenstemming te blijven met artikel 2, 4° van het besluit van de Regent van 13 September 1949, zou de opdracht van dit comité voor advies van de zelfstandige arbeiders als volgt moeten omschreven worden: "de commissarissen bij te staan bij het onderzoek van het vraagstuk van de instelling van een stelsel van maatschappelijke zekerheid voor de zelfstandige arbeiders".

\*

\*

\*

Het onderhavige ontwerp regelt noch het voorzitterschap / <sup>noch</sup> het secretariaat van het nieuwe comité voor advies. De Raad van State stelt voor, artikel 3 overeenkomstig de hierna volgende tekst om te werken.

De voorgestelde tekst verleent geen mogelijkheid tot het toekennen van presentiegelden aan de leden van het comité voor advies van de zelfstandige arbeiders. Zo de Regering het inzicht heeft ze hun toe te kennen, dan moet eveneens artikel 5, lid 3 omgewerkt worden. Zulks zou het voorwerp zijn van artikel 2 van de hierna voorgestelde tekst.

\*

\*

\*

De Raad van State stelt de hierna volgende tekst voor :

BESLUIT VAN DE REGENT TOT WIJZIGING VAN HET BESLUIT VAN DE REGENT VAN 13 SEPTEMBER 1949, HOUDENDE BENOEMING VAN EEN RIJKSCOMMISSARIS EN EEN ADJUNCT-RIJKSCOMMISSARIS VOOR DE MAATSCHAPPELIJKE ZEKERHEID.

-----

KAREL, Prins van België,  
Regent van het Koninkrijk,  
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op het besluit van de Regent van 13 September 1949, houdende benoeming van een Rijkscommissaris en een adjunct-Rijkscommissaris voor de maatschappelijke zekerheid ;

Gelet op het akkoord van de Eerste-Minister, gegeven de ... ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

Artikel 3 van het besluit van de Regent van 13 September 1949 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 3.-

§ 1.- Bij het volbrengen van hun opdracht worden de Commissarissen bijgestaan door :

.../...

- 1° een paritair comité voor advies, dat gelast is de commissarissen bij te staan bij het onderzoek van de vraagstukken van maatschappelijke zekerheid in verband met de loonarbeiders en dat bestaat uit 7 vertegenwoordigers der meest representatieve beroepsorganisaties van werknemers en 7 vertegenwoordigers der meest representatieve beroepsorganisaties van werkgevers ;
- 2° een comité voor advies van de zelfstandige arbeiders, dat gelast is de commissarissen bij te staan bij het onderzoek van het vraagstuk van de instelling van een stelsel van maatschappelijke zekerheid voor de zelfstandige arbeiders en dat uit ten hoogste 10 leden bestaat ;
- 3° een technisch comité bestaande uit ambtenaren van het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg en vertegenwoordigers van de openbare instellingen die een bepaalde sector van het stelsel van maatschappelijke zekerheid beheren;
- 4° ten hoogste 5 secretarissen.

§ 2.- De leden van het paritair comité voor advies, van het comité voor advies der zelfstandige arbeiders en van het technisch comité, worden, evenals de secretarissen, door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg aangeduid.

§ 3.- De zittingen van het paritair comité voor advies, van het adviserend comité der zelfstandige arbeiders en van het technisch comité worden voorgezeten door de Rijkscommissaris of de adjunct-Rijkscommissaris.

Bij verhindering worden zij voorgezeten door een lid dat zij **aanwijzen**.

§ 4.- Personen, die van het technisch comité geen deel uitmaken, mogen verzocht worden de zittingen van dit comité bij te wonen voor het onderzoek van één of verscheidene bepaalde vraagstukken.

.../...

§ 5.- De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg wijst onder de bij § 1, 4° bedoelde secretarissen degene aan die het secretariaat van het paritair comité voor advies waarneemt en degene die het secretariaat van het comité voor advies van de zelfstandige arbeiders waarneemt. Hij wijst onder de personeelsleden van de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid de secretaris aan van het technisch comité".

Artikel 2.-

Artikel 5, lid 3 van hetzelfde besluit van de Regent wordt door de volgende bepaling vervangen :

" Een later besluit zal het bedrag bepalen van de vergoeding toegewezen aan de secretaris van het technisch comité alsmede van de zitpenningen toegekend aan de leden van het paritair comité voor advies en van het comité voor advies van de zelfstandige arbeiders".

Artikel 3.-

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VANWEGE DE REGENT :

De Eerste-Minister,

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

Etaient présents:

Waren aanwezig:

Messieurs : J. SÜETENS,

président du Conseil  
d'Etat,

président

De Heren :

voorzitter van de  
Raad van State,

voorzitter

V. DEVAUX,        conseillers d'Etat

M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

G. PIQUET,

greffier adjoint,  
adjunct-griffier,

greffier  
griffier

La concordance entre la version  
française et la version néerlandaise  
a été vérifiée sous le contrôle de  
M. SÜETENS, président.

De overeenstemming tussen de  
Franse en de Nederlandse tekst  
werd nagezien onder toezicht van  
de H. SÜETENS, voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,